

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 11 JUIN 1913.

Projet de loi établissant une taxe sur les spectacles cinématographiques.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

Bien que d'invention récente, le cinématographe est déjà très répandu et il jouit en Belgique d'une vogue toute particulière.

Grâce à des films ingénieusement combinés, les spectacles les plus divers se déroulent aux yeux du public : épisodes historiques ou légendaires, vues de paysages lointains ou de contrées pittoresques, découvertes scientifiques, tout se profile sur l'écran sous les mouvants aspects de la réalité.

Le cinématographe a aussi ses drames, ses comédies, ses vaudevilles, ses pitreries, ses contes de fées, ses voyages fantastiques, et jusqu'à des reproductions réalistes à l'excès de cambriolages, d'assassinats et autres drames violents.

Fait pénible à constater, ce sont, semble-t-il, les conceptions les plus banales ou les faits divers grossiers qui attirent surtout la foule, tandis que les sujets de vulgarisation scientifique ou artistique la laissent presque indifférente.

Les « cinémas », qui pourraient constituer un merveilleux instrument d'éducation par la méthode intuitive, sont ainsi devenus, trop souvent, des théâtres de spectacles peut-être sensationnels, mais bien peu recommandables, voire même malsains pour les esprits faibles, exposés à subir l'influence durable d'impressions dangereuses.

Quoi qu'il en soit, leur nombre se multiplie avec une rapidité étonnante, à raison des bénéfices relativement élevés que procurent ces entreprises.

Conformément au tableau XV annexé à la loi du 21 mai 1819, applicable à la généralité des entreprises de spectacles, le droit de patente des

exploitants ou directeurs de cinémas est calculé par jour et par vingtaine de places; mais comme ceux-ci offrent généralement plusieurs séances par jour, leur cotisation n'est pas en rapport avec l'importance de leurs bénéfices.

C'est pourquoi le Gouvernement juge légitime de leur imposer une taxe spéciale, indépendante de l'impôt général : soit le droit de patente, soit la taxe sur les bénéfices des sociétés par actions.

Tel est, Messieurs, le but du projet de loi que, d'après les ordres du Roi, j'ai l'honneur de soumettre à vos délibérations.

ARTICLES 1 et 2.

L'article 1^{er} assujettit à la taxe quiconque organise habituellement ou accidentellement des spectacles cinématographiques.

« Habituellement » s'entend des professionnels qui tiennent un établissement ou local affecté spécialement aux représentations, en sorte que cette exploitation forme « l'objet unique ou principal » de leur entreprise.

« Accidentellement » indique le cas de personnes qui, sans être des professionnels du cinéma, organisent des spectacles soit à jours fixes, soit occasionnellement, en vue d'un profit pécuniaire se rattachant à l'exploitation d'une autre entreprise de lucre. C'est l'hypothèse que vise le projet en parlant de « l'objet accessoire de l'entreprise ». Ainsi, les spectacles organisés périodiquement ou accidentellement dans les établissements ouverts au public, tels les cafés, les hôtels, les restaurants, les théâtres, les salles de danse, donnent lieu à la perception de la taxe, à l'égal de ceux qui sont donnés régulièrement dans les établissements spéciaux.

Dans ces divers cas, il s'agit de l'exploitation lucrative, directement ou indirectement : directement si le spectacle est à entrée payante, indirectement si, à défaut d'une rétribution spéciale, il constitue une attraction au profit de l'établissement où il est donné.

Par contre, on ne veut pas atteindre les spectacles organisés dans un but de divertissement privé ou de démonstration éducative, sans esprit de lucre. En conséquence, l'article 2 laisse en dehors de la perception de la taxe ceux qui sont donnés soit chez les particuliers, soit dans des établissements non ouverts au public : tels les écoles, collèges, pensionnats, les locaux des sociétés d'agrément, des cercles de conférences, etc.

Dans ces établissements, il y a présomption que les représentations sont à la fois récréatives et instructives, et que l'intérêt pécuniaire y est étranger ; même s'il y a rétribution, celle-ci est censée couvrir simplement les frais d'organisation du spectacle.

Afin de proportionner la taxe aux bénéfices de l'exploitation, l'article 1^{er} l'établit par séance, sur le nombre de films : 1 franc pour chaque film employé, avec une surtaxe de 10 centimes par dix mètres au delà de 130 mètres, chiffre qui correspond à la longueur des films d'importance moyenne.

ARTICLES 3, 4 et 7.

Ces articles renferment des dispositions pratiques destinées à assurer la perception et le contrôle.

Les entrepreneurs professionnels de spectacles devront tenir un registre dans lequel ils inscriront le programme de chaque séance, avec des indications correspondant aux bases de la taxe.

Ils seront admis à payer celle-ci par quinzaine, moyennant production d'un extrait de leur registre, extrait dans lequel seront relevées les séances de la quinzaine écoulée. Le projet prévoit la prestation d'un cautionnement, si l'administration l'exige; dans la pratique, le cautionnement ne sera naturellement pas exigé des redevables dont la position donnera tous apaisements au sujet du paiement régulier de la taxe.

Pour les spectacles donnés ailleurs que dans les cinémas à demeure, la taxe sera payable dans les trois jours de chaque séance.

Pour assurer le contrôle, le droit d'investigation des agents de l'administration est indispensable.

Les possesseurs ou occupants des locaux où ont lieu les spectacles objet de la taxe devront y laisser pénétrer les agents et leur représenter les films qui s'y trouvent; de plus, les professionnels astreints à la tenue du registre devront également représenter celui-ci à toute réquisition.

Ces mesures de contrôle sont empruntées à la législation existante en matière de contributions directes.

*
* *

Les autres articles du projet ont rapport à la taxation d'office en cas d'absence ou d'insuffisance de la déclaration, aux sanctions pénales, aux réclamations administratives et aux recours judiciaires.

Ces dispositions sont également empruntées à la législation fiscale actuelle, sauf les appropriations nécessaires.

Enfin, les dispositions légales concernant le droit de patente sont rendues applicables à la taxe nouvelle, pour autant que la matière le comporte, en ce qui concerne les points qui ne sont pas spécialement réglés par le projet.

*
* *

On évalue le rendement probable de la taxe à 250,000 francs au minimum.

Cette charge fiscale n'étant pas susceptible d'arrêter la multiplication des établissements intéressants et sains, bien outillés et dirigés avec intelligence, on peut prévoir que le produit s'accroîtra d'année en année, au point d'atteindre bientôt un demi-million.

Le Ministre des Finances,

M. LEVIE.

Projet de loi établissant une taxe
sur les spectacles cinématogra-
phiques.

Wetsontwerp tot vestiging van eene
taxe op de kinemavertooningen.

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre
des Finances,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi dont la teneur suit
sera présenté en Notre nom aux Cham-
bres législatives par Notre Ministre des
Finances :

ARTICLE PREMIER.

Quiconque organise habituellement
ou accidentellement des spectacles ciné-
matographiques, que ceux-ci consti-
tuent l'objet unique, principal ou acces-
soire de l'entreprise, est assujetti, pour
chaque séance, à une taxe de 1 franc
par film employé.

Si le film a plus de 130 mètres de
longueur, la taxe est augmentée de 10
centimes par dizaine de mètres au delà
de 130 mètres; les fractions de dizaine
ne dépassant pas la moitié sont négli-
gées et celles dépassant la moitié sont
comptées pour une dizaine.

ART. 2.

La taxe n'est due que pour les spec-
tacles donnés soit dans des locaux spé-
cialement affectés à cet usage, soit dans
des établissements à but de lucre tels que
débits de boissons, hôtels, restaurants,
théâtres, salles de danse et de concert,
et leurs dépendances.

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Minister van
Financiën,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Het wetsontwerp waarvan de inhoud
volgt zal in Onzen naam door Onzen
Minister van Financiën aan de Wetge-
vende Kamers voorgelegd worden :

ARTIKEL EÉN.

Alwie doorgaans of toevallig kine-
mavertooningen inricht, zonder onder-
scheid of deze het eenige, voornaamste
of bijkomstige voorwerp van de onder-
neming uitmaken, wordt, voor elke
voorstelling, onderworpen aan eene
taxe van 1 frank per gebezigten film :

Heeft de film meer dan 130 meter
lengte, dan wordt de taxe verhoogd
met 10 centiemen per tiental meter
boven de 130; de breuken van tienheid
die de helft niet overtreffen worden
verwaarloosd en die welke de helft over-
treffen worden voor een tiental geteld.

ART. 2.

De taxe is slechts verschuldigd voor
de vertooningen gegeven, ofwel in daar-
toe bijzonder bestemde lokalen, ofwel
in inrichtingen voor gewin zooals drank-
slijterijen, hotels, spijshuizen, schouw-
burgen, dans- en concertzalen, en hunne
aanhorigheden.

ART. 3.

Les entrepreneurs de spectacles qui donnent habituellement plus d'une séance par semaine tiennent un registre, coté et paraphé par le contrôleur des contributions du ressort, dans lequel ils inscrivent, avant chaque séance, le jour et l'heure de celle-ci, ainsi que le nombre, la désignation et la longueur des films qu'ils se proposent d'employer.

ART. 4.

La taxe est acquittée au bureau du receveur des contributions de la commune dans laquelle se trouve l'établissement ou dans laquelle le spectacle est donné, au plus tard le troisième jour qui suit celui de la séance, sur la déclaration de l'entrepreneur, appuyée éventuellement d'un extrait du registre prescrit par l'article 3.

Toutefois, l'exploitant d'un établissement à demeure fixe peut, moyennant caution suffisante, acquitter la taxe par quinzaine, sur déclaration faite dans les trois jours qui suivent le 15 et le dernier jour de chaque mois.

ART. 5.

A défaut de déclaration ou en cas d'insuffisance de celle-ci, le redevable peut être taxé d'office par le contrôleur des contributions du ressort, sauf le droit de réclamation et de recours.

ART. 6.

Toute réclamation doit, à peine de déchéance, être adressée, dans les trois mois du paiement litigieux ou de la

ART. 3.

De ondernemers van vertooningen die doorgaans meer dan eene voorstelling per week geven, houden een door den controleur der belastingen van het gebied genummerd en gewaarmerkt register, waarin zij, vóór elke voorstelling, den dag en het uur daarvan, alsmede het getal, de aanwijzing en de lengte inschrijven van de films die zij voornemens zijn te gebruiken.

ART. 4.

De taxe wordt betaald ten kantore van den ontvanger der belastingen van de gemeente waarin zich de inrichting bevindt of waarin de vertooning gegeven wordt, ten laatste den derden dag volgende op dien der voorstelling, op aangifte van den aannemer, desvoorkomend gestaafd door een uittreksel uit het register voorgeschreven bij artikel 3.

Echter, mits voldoende borgstelling, mag de houder van eene vaste instelling de taxe om de vijftien dagen betalen op aangifte gedaan binnen de drie dagen welke op den 15^e en den laatsten dag van elke maand volgen.

ART. 5.

Bij gebreke van aangifte of in geval van ontoereikendheid daarvan, kan de schatplichtige van ambtswege door den controleur der belastingen van het gebied in de taxe aangeslagen worden, behoudens het recht van bezwaar en van verhaal.

ART. 6.

Alle bezwaar moet, op straf van verval, binnen de drie maanden na de betwiste betaling, of na de van ambtswege

taxation d'office, au directeur provincial des contributions, qui statue par décision motivée.

Les recours en appel et en cassation sont ouverts, contre cette décision, dans les formes et délais fixés par les articles 6 et suivans de la loi du 6 septembre 1895, relative aux cotisations fiscales en matière d'impôts directs.

ART. 7.

Tout entrepreneur et, le cas échéant, l'occupant du local où le spectacle est donné, sont tenus de laisser pénétrer dans l'établissement les agents de la surveillance; l'entrepreneur est tenu, en outre, de leur représenter les films qui sont en sa possession, comme aussi, le cas échéant, le registre prescrit par l'article 3.

Le Gouvernement est autorisé à prendre, au besoin, d'autres mesures de contrôle.

ART. 8.

Toute fraude ou omission, soit dans le registre prescrit par l'article 3, soit dans la déclaration visée à l'article 4, tout refus de visite et toute contravention aux mesures de contrôle sont punis, indépendamment du paiement de la taxe fraudée, d'une amende de 50 francs à 1,000 francs, et, subsidiairement, d'un emprisonnement d'un à huit jours.

ART. 9.

Les dispositions légales relatives au recouvrement du droit de patente, à la constatation et à la poursuite des con-

gedane taxatie, worden ingediend bij den provincialen bestuurder der belastingen, die door eene met redenen omkleede beslissing uitspraak doet.

Tegen deze beslissing mag hooger beroep of beroep in cassatie worden ingesteld, in den vorm en binnen de termijnen bepaald bij de artikelen 6 en volgendeder wet van 6 September 1895, betreffende de fiscale aanslagen in zake rechtstreeksche belastingen.

ART. 7.

Alle ondernemer en, bij voorkomend geval, de bewoner van het huis waar de vertooning wordt gegeven, zijn gehouden de agenten van het toezicht in de inrichting binnen te laten; de ondernemer is, daarenboven, gehouden hun de in zijn bezit zijnde films, gelijk mede, bij voorkomend geval, het register voorgeschreven bij artikel 3 te vertoonen.

De Regeering wordt gemachtigd om, desvereischt, andere maatregelen van toezicht te nemen.

ART. 8.

Alle bedrog of weglating, hetzij in het register voorgeschreven bij artikel 3, hetzij in de aangifte bedoeld bij artikel 4, evenals alle weigering van bezoek, en alle overtreding van de maatregelen van toezicht, worden gestraft, onverminderd de betaling van de ontdoken taxe, met eene boete van 50 frank tot 1,000 frank, en, op bijkomende wijze, met eene gevangenisstraf van één tot acht dagen.

ART. 9.

De wettelijke bepalingen betreffende de invordering van het patentrecht, de vaststelling en de vervolging der over-

traventions, sont applicables à la taxe établie par la présente loi pour autant que celle-ci n'y déroge pas.

tredingen, zijn van toepassing op de taxe gevestigd bij deze wet in zoover deze daarvan niet afwijkt.

Donné à Bruxelles le 31 mai 1913.

Gegeven te Brussel, den 31^e Mei 1913.

ALBERT.

PAR LE ROI :

Le Ministre des Finances,

VAN 'S KONINGS WEGE :

De Minister van Financiën,

M. LEVIE.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 11 JUNI 1913.

Ontwerp van wet eene taxé vestigende op de kinematographische
vertooningen.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Alhoewel onlangs uitgevonden, is de kinematograaf reeds zeer verspreid en verwekt hij in België een gansch bijzonderen toeloop.

Dank aan behendig samengestelde films, worden de meest uiteenlopende voorstellingen voor de oogen van het publiek ontrold : historische of fabelachtige gebeurtenissen, zichten van verafgelegen landschappen of van schilderachtige streken, wetenschappelijke ontdekkingen, alles komt te voorschijn op het doek onder het bewegend uitzicht der werkelijkheid.

De kinematograaf heeft insgelijks zijne treur- en blijspelen, zijne vaude-villes, zijne hansworsterijen, zijne tooversprookjes, zijne hersenschimmige reizen, en zelfs tot overdreven realistische herhalingen van plunderingen, moorden en andere woeste dramas.

Een betreurenswaardig feit dat de opmerkzaamheid waardig is, is dat, naar het schijnt, de gemeenste opvattingen of de grove alledaagsche gebeurtenissen vooral het volk aantrekken, terwijl de onderwerpen tot verspreiding van wetenschap of kunst het schier onverschillig laten.

De « kinema's », die een uitmuntend werktuig van opvoeding door de aanschouwingsmethode zouden kunnen wezen, zijn aldus, al te dikwijls, schouwburgen geworden van vertooningen die misschien grooten ophef maken, maar zeer weinig aanbevelenswaardig, ja zelfs onvoegzaam zijn voor zwakke begrippen blootgesteld den blijvenden invloed van gevaarlijke indrukken te ondergaan.

Wat er ook van zij, hun aantal groeit verbazend aan, uit hoofde der betrekkelijk hooge winsten welke die ondernemingen opleveren.

Overeenkomstig tabel XV gevoegd bij de wet van 21 Mei 1849, van toepassing op al de ondernemingen van vertooningen in 't algemeen, wordt het patentrecht der houders of bestuurders van « kinema's » per dag en per twintigtal plaatsen berekend; maar vermits deze gewoonlijk meerdere voorstellingen daags geven, is hun aanslag niet in verhouding tot de belangrijkheid hunner winsten.

Het is daarom, dat de Regeering het wettig oordeelt daarop eene nieuwe taxe te vestigen, onafhankelijk van de algemeene belasting: 't zij het patentrecht, 't zij de taxe op de winsten der vennootschappen op aandelen.

Ziedaar, Mijne Heeren, het doel van het ontwerp van wet dat ik de eer heb, ingevolge 's Konings bevelen, aan uwe beraadslaging te onderwerpen.

ART. 1 en 2.

Artikel 1 onderwerpt aan de taxe alwie gewoonlijk of toevallig kinematographische vertooningen inricht.

« Gewoonlijk » betreft degenen die uit beroep eene inrichting of een lokaal openhouden bijzonder bestemd tot de vertooningen, derwijze dat die exploitatie het « eenig of hoofdvoorwerp » hunner onderneming uitmaakt.

« Toevallig » bedoelt het geval van personen die, zonder van de kinemaschouwspelen hun beroep te maken, vertooningen inrichten, 't zij op gestelde dagen, 't zij terloops, met het oog op eene geldelijke bate in verband met de exploitatie eener andere winstgevende onderneming. Dit is de door het ontwerp bedoelde onderstelling, waar het spreekt van « het bijkomend voorwerp der onderneming ». Zoo geven dus de vertooningen, die op gezette tijden of toevallig worden ingericht in gestichten toegankelijk voor het publiek, zooals de koffiehuisen, de hotels, de spijshuizen, de schouwburgen, de danszalen, aanleiding tot heffing der taxe, zoowel als diegene welke regelmatig in de bijzondere inrichtingen worden gegeven.

In deze onderscheidene gevallen, geldt het de winstgevende exploitatie, rechtstreeks of onrechtstreeks: rechtstreeks wanneer de vertooning met betalenden toegang geschiedt, onrechtstreeks, wanneer, bij gebreke van eene bijzondere bezoldiging, zij eene aantrekkelijkheid is ten voordeele van de inrichting waar zij gegeven wordt.

Daarentegen wil men de vertooningen niet treffen die ingericht worden met een doel van private ontpauning of van aanschouwelijke opvoeding, zonder winstbejag. Dientengevolge, stelt artikel 2 buiten de heffing der taxe diegenen welke, hetzij bij particulieren, hetzij in de niet voor het publiek toegangelijke inrichtingen: zooals de scholen, colleges, kostscholen, lokalen van maatschappijen tot vermaak, vereenigingen tot voordrachten, enz., gegeven worden.

Het is te vermoeden dat in deze inrichtingen de vertooningen terzelfdertijd ontspannend en leerrijk zijn en dat winstbejag er vreemd aan is, zelfs wanneer er iets betaald wordt, omdat die betaling geacht wordt eenvoudig de kosten te dekken.

Ten einde de taxe te bepalen naar verhouding der winsten van de exploitatie, vestigt artikel 4 ze per voorstelling, op het aantal films : 1 frank voor elk gebezigten film, met eene bijtaxe van 40 centiemen per 40 meter boven 130 meter, cijfer dat met de lengte der films van gemiddeld belang overeenstemt.

ART. 3, 4 en 7.

Deze artikelen houden de praktische schikkingen bestemd de heffing en het toezicht te verzekeren.

De ondernemers die uit beroep vertooningen geven, zullen een register moeten houden, waarin zij het programma van elke voorstelling zullen inschrijven, met aanduidingen die met de grondslagen der taxe overeenstemmen.

Zij zullen deze om de veertien dagen mogen betalen, mits overlegging van een uittreksel uit hun register, uittreksel waarin de vertooningen der verlopen veertien dagen zullen vermeld worden. Het ontwerp voorziet het stellen van eenen borgtocht wanneer het Beheer zulks vordert; in de practijk zal de borgtocht natuurlijk niet worden gevorderd van de schatplichtigen wier toestand alle geruststelling zal geven ten aanzien van de regelmatige betaling der taxe.

Voor de vertooningen op andere plaatsen dan in de gevestigde kinema's gegeven, zal de taxe binnen de drie dagen na elke vertooning betaalbaar zijn.

Omr het toezicht te verzekeren is het recht van onderzoek der agenten van het Beheer onontbeerlijk.

De bezitters of bewoners van de lokalen waar de vertooningen, die het voorwerp der taxe uitmaken, plaats hebben, zullen de agenten daarin toegang moeten verleen en hun de films die er voorhanden zijn moeten vertoonen; daarenboven zullen zij die uit beroep het register moeten houden, dit insgelijks moeten vertoonen op alle verzoek.

Deze maatregelen van toezicht zijn aan de bestaande wetgeving in zake rechtstreeksche belastingen ontleend.

*
* *

De andere artikelen van het ontwerp hebben betrekking op de taxatie van ambtswege bij gebreke of bij ontoereikendheid der aangifte, op de strafbepalingen, op de bestuurlijke bezwaren en op de rechterlijke verhalen.

Deze bepalingen zijn insgelijks aan de huidige fiscale wetgeving ontleend, behoudens de noodige toeëigeningen.

Ten slotte, worden de wettelijke bepalingen betreffende het patentrecht van toepassing op de nieuwe taxe gemaakt, in zoover het onderwerp zulks

vergt, aangaande de punten die niet bijzonder door het ontwerp geregeld worden.

*
* * *

De vermoedelijke opbrengst der taxe wordt geschat op ten minste 250,000 frank.

Deze fiscale last niet van aard zijnde de vermenigvuldiging te stuiten der belangwaardige en deugdzame inrichtingen, goed toegerust en bestuurd met kennis van zaken, is het te voorzien dat de opbrengst van jaar tot jaar zal aangroeien, om zelfs weldra één half miljoen te bereiken.

De Minister van Financiën,

M. LEVIE.

Projet de loi établissant une taxe
sur les spectacles cinématogra-
phiques.

Wetsontwerp tot vestiging van eene
taxe op de kinemavertooningen.

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre
des Finances,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi dont la teneur suit
sera présenté en Notre nom aux Cham-
bres législatives par Notre Ministre des
Finances :

ARTICLE PREMIER.

Quiconque organise habituellement
ou accidentellement des spectacles ciné-
matographiques, que ceux-ci consti-
tuent l'objet unique, principal ou acces-
soire de l'entreprise, est assujetti, pour
chaque séance, à une taxe de 1 franc
par film employé.

Si le film a plus de 130 mètres de
longueur, la taxe est augmentée de 10
centimes par dizaine de mètres au delà
de 130 mètres; les fractions de dizaine
ne dépassant pas la moitié sont négli-
gées et celles dépassant la moitié sont
comptées pour une dizaine.

ART. 2.

La taxe n'est due que pour les spec-
tacles donnés soit dans des locaux spé-
cialement affectés à cet usage, soit dans
des établissements à but de lucre tels que
débits de boissons, hôtels, restaurants,
théâtres, salles de danse et de concert,
et leurs dépendances.

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Hail.

Op voorstel van Onzen Minister van
Financiën,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Het wetsontwerp waarvan de inhoud
volgt zal in Onzen naam door Onzen
Minister van Financiën aan de Wetge-
vende Kamers voorgelegd worden :

ARTIKEL EÉN.

Alwie doorgaans of toevallig kine-
mavertooningen inricht, zonder onder-
scheid of deze het eenige, voornaamste
of bijkomstige voorwerp van de onder-
neming uitmaken, wordt, voor elke
voorstelling, onderworpen aan eene
taxe van 1 frank per gebezigten film :

Heeft de film meer dan 130 meter
lengte, dan wordt de taxe verhoogd
met 10 centiemen per tiental meter
boven de 130; de breuken van tienheid
die de helft niet overtreffen worden
verwaarloosd en die welke de helft over-
treffen worden voor een tiental geteld.

ART. 2.

De taxe is slechts verschuldigd voor
de vertooningen gegeven, ofwel in daar-
toe bijzonder bestemde lokalen, ofwel
in inrichtingen voorgewin zooals drank-
slijterijen, hotels, spijshuizen, schouw-
burgen, dans- en concertzalen, en hunne
aanhoorigheden.

ART. 3.

Les entrepreneurs de spectacles qui donnent habituellement plus d'une séance par semaine tiennent un registre, coté et paraphé par le contrôleur des contributions du ressort, dans lequel ils inscrivent, avant chaque séance, le jour et l'heure de celle-ci, ainsi que le nombre, la désignation et la longueur des films qu'ils se proposent d'employer.

ART. 4.

La taxe est acquittée au bureau du receveur des contributions de la commune dans laquelle se trouve l'établissement ou dans laquelle le spectacle est donné, au plus tard le troisième jour qui suit celui de la séance, sur la déclaration de l'entrepreneur, appuyée éventuellement d'un extrait du registre prescrit par l'article 3.

Toutefois, l'exploitant d'un établissement à demeure fixe peut, moyennant caution suffisante, acquitter la taxe par quinzaine, sur déclaration faite dans les trois jours qui suivent le 15 et le dernier jour de chaque mois.

ART. 5.

A défaut de déclaration ou en cas d'insuffisance de celle-ci, le redevable peut être taxé d'office par le contrôleur des contributions du ressort, sauf le droit de réclamation et de recours.

ART. 6.

Toute réclamation doit, à peine de déchéance, être adressée, dans les trois mois du paiement litigieux ou de la

ART. 3.

De ondernemers van vertooningen die doorgaans meer dan eene voorstelling per week geven, houden een door den controleur der belastingen van het gebied genummerd en gewaarmerkt register, waarin zij, vóór elke voorstelling, den dag en het uur daarvan, alsmede het getal, de aanwijzing en de lengte inschrijven van de films die zij voornemens zijn te gebruiken.

ART. 4.

De taxe wordt betaald ten kantore van den ontvanger der belastingen van de gemeente waarin zich de inrichting bevindt of waarin de vertooning gegeven wordt, ten laatste den derden dag volgende op dien der voorstelling, op aangifte van den aannemer, desvoorkomend gestaafd door een uittreksel uit het register voorgeschreven bij artikel 3.

Echter, mits voldoende borgstelling, mag de houder van eene vaste instelling de taxe om de vijftien dagen betalen op aangifte gedaan binnen de drie dagen welke op den 15^e en den laatsten dag van elke maand volgen.

ART. 5.

Bij gebreke van aangifte of in geval van ontoereikendheid daarvan, kan de schatplichtige van ambtswege door den controleur der belastingen van het gebied in de taxe aangeslagen worden, behoudens het recht van bezwaar en van verbaal.

ART. 6.

Alle bezwaar moet, op straf van verval, binnen de drie maanden na de betwiste betaling, of na de van ambtswege

taxation d'office, au directeur provincial des contributions, qui statue par décision motivée.

Les recours en appel et en cassation sont ouverts, contre cette décision, dans les formes et délais fixés par les articles 6 et suivans de la loi du 6 septembre 1895, relative aux cotisations fiscales en matière d'impôts directs.

ART. 7.

Tout entrepreneur et, le cas échéant, l'occupant du local où le spectacle est donné, sont tenus de laisser pénétrer dans l'établissement les agents de la surveillance; l'entrepreneur est tenu, en outre, de leur représenter les films qui sont en sa possession, comme aussi, le cas échéant, le registre prescrit par l'article 3.

Le Gouvernement est autorisé à prendre, au besoin, d'autres mesures de contrôle.

ART. 8.

Toute fraude ou omission, soit dans le registre prescrit par l'article 3, soit dans la déclaration visée à l'article 4, tout refus de visite et toute contravention aux mesures de contrôle sont punis, indépendamment du paiement de la taxe fraudée, d'une amende de 50 francs à 1,000 francs, et, subsidiairement, d'un emprisonnement d'un à huit jours.

ART. 9.

Les dispositions légales relatives au recouvrement du droit de patente, à la constatation et à la poursuite des con-

gedane taxatie, worden ingediend bij den provincialen bestuurder der belastingen, die door eene met redenen omkleede beslissing uitspraak doet.

Tegen deze beslissing mag hooger beroep of beroep in cassatie worden ingesteld, in den vorm en binnen de termijnen bepaald bij de artikelen 6 en volgende der wet van 6 September 1895, betreffende de fiscale aanslagen in zake rechtstreeksche belastingen.

ART. 7.

Alle ondernemer en, bij voorkomend geval, de bewoner van het huis waar de vertooning wordt gegeven, zijn gehouden de agenten van het toezicht in de inrichting binnen te laten; de ondernemer is, daarenboven, gehouden hun de in zijn bezit zijnde films, gelijk mede, bij voorkomend geval, het register voorgeschreven bij artikel 3 te vertoonen.

De Regeering wordt gemachtigd om, desverreicht, andere maatregelen van toezicht te nemen.

ART. 8.

Alle bedrog of weglating, hetzij in het register voorgeschreven bij artikel 3, hetzij in de aangifte bedoeld bij artikel 4, evenals alle weigering van bezoek, en alle overtreding van de maatregelen van toezicht, worden gestraft, onverminderd de betaling van de ontdoken taxe, met eene boete van 50 frank tot 1,000 frank, en, op bijkomende wijze, met eene gevangenisstraf van één tot acht dagen.

ART. 9.

De wettelijke bepalingen betreffende de invordering van het patentrecht, de vaststelling en de vervolging der over-

traventions, sont applicables à la taxe établie par la présente loi pour autant que celle-ci n'y déroge pas.

trekkingen, zijn van toepassing op de taxe gevestigd bij deze wet in zoover deze daarvan niet afwijkt.

Donné à Bruxelles le 31 mai 1913.

Gegeven te Brussel, den 31^e Mei 1913.

ALBERT.

PAR LE ROI :

Le Ministre des Finances,

VAN 'S KONINGS WEGE :

De Minister van Financiën,

M. LEVIE.

